

«UN MEILLEUR GOUVERNEMENT»...

...

Umanità nova - 5 juillet 1922

Tandis qu'à Gênes, le parti socialiste et la Confédération du Travail discutent de la conduite à tenir dans les circonstances politiques actuelles - discussion pratiquement inutile, étant donné que chaque fraction a son propre parti pris et qu'elle est décidée à ne pas en changer, quelles que soient les décisions de la majorité, - les théoriciens des deux partis s'efforcent, selon leurs bonnes habitudes, d'élever au rang de lois de l'Histoire et de principes scientifiques leurs propres préférences qui, en fait, ne sont déterminées que par les intérêts, les tempéraments et les buts volontaristes de chacun.

Et les uns de parler d'évolution graduelle et d'aller à la recherche de meilleurs gouvernements qui devraient accorder de plus grandes libertés et des conditions plus propices au développement économique et moral des masses; et les autres, les «*intransigeants*», d'affirmer que tous les gouvernements - ou, du moins, tous les gouvernements bourgeois - se valent et que ce n'est donc pas la peine d'en changer. Les premiers se démènent pour traiter et peut-être trafiquer avec les gouvernants en place ou probables afin d'obtenir des concessions; et tout en se disant intransigeants, les seconds s'obstinent à rester au Parlement où on ne peut que collaborer avec le parti dominant et essayer d'obtenir un «*meilleur gouvernement*».

Affirmer comme un fait, comme quelque chose qui existe réellement, ce qu'on aimerait voir exister, c'est là une erreur courante de la sociologie aussi bien conservatrice que réformatrice - et du fait même qu'elle est conservatrice ou réformatrice, elle cesse d'être une science, elle cesse d'être la Sociologie.

Dire qu'on peut petit à petit, en passant d'un gouvernement à un autre, assurer un progrès constant, lent peut-être mais certain, c'est quelque chose que toute l'Histoire réfute. Soutenir par ailleurs que tous les gouvernements se valent, c'est une absurdité à laquelle ne croient pas ceux-là même qui l'affirment.

Rien n'est parfaitement équivalent, aussi bien dans la société que dans la nature. Il n'y a pas seulement des différences entre telle ou telle forme de gouvernement, tel ou tel ministère, mais aussi entre tel sbire et tel autre; et ces différences ont leur influence respective, bonne ou mauvaise, sur la vie actuelle des individus et de la société, et aussi sur le cours des événements futurs. Quelle est cette influence? Il est difficile et souvent impossible de le prévoir, et cela varie selon une infinité de circonstances: un gouvernement de brutes ignorantes et malfaisantes peut parfois être utile dans la mesure où il provoque la réaction des forces populaires conscientes, comme il peut être extrêmement néfaste s'il parvient à étouffer et à supprimer les éléments capables de l'abattre.

Pour nous - et ce devrait être valable pour tous les partis qui se disent révolutionnaires - ce qui est le plus important, ce n'est pas ce qu'un gouvernement peut être ou peut faire: c'est ce que nous, nous devons faire. Et notre conduite doit, bien sûr, s'inspirer des fins qui sont les nôtres.

Nous voulons abattre tout le régime social en vigueur parce qu'il est fondé sur la division des hommes

en classes qui luttent entre elles et que, de toute façon, il aboutit toujours à la domination des uns par les autres. Nous n'aspérons pas à un esclavage adouci où les esclaves seraient bien nourris et humainement traités: nous voulons que tous les êtres humains jouissent de toute la liberté et de tout le bien-être possibles et qu'ils puissent atteindre le plus grand développement possible, matériel, moral et intellectuel. Nous ne saurions donc accepter qu'une tactique visant le renversement total du système social en vigueur.

Nous ne saurions favoriser la venue au pouvoir d'un gouvernement plus réactionnaire dans l'espoir, qui pourrait s'avérer vain, de rendre plus proche notre but: la révolution. Pas plus que nous ne saurions souhaiter une guerre ou applaudir aux actions des policiers les plus mauvais sous prétexte que parfois, la guerre, surtout si elle est perdue, ou encore une violence policière plus brutale que d'ordinaire, peut être à l'origine d'un mouvement et être la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Par ailleurs, nous ne saurions contribuer à consolider le régime en essayant de l'améliorer par les moyens que le régime lui-même nous offre.

Les améliorations - plus de liberté, plus de bien-être - sont toujours bonnes à demander et à prendre parce qu'elles rendent la vie actuelle moins pénible et qu'elles favorisent le développement général des masses; et aussi parce qu'elles rendent leurs désirs plus intenses et qu'elles facilitent la révolution. Mais ces améliorations doivent être conquises par la lutte contre le régime, dans l'affrontement avec le gouvernement et les patrons et elles doivent être considérées comme un maigre acompte sur les conquêtes futures, sans qu'on cesse jamais de voir dans les patrons et dans les gouvernants des usurpateurs et des ennemis à abattre.

Notre tactique doit donc être de souligner et de provoquer l'antagonisme et la lutte entre travailleurs et exploités, entre gouvernés et gouvernants; et de ne jamais cesser de défendre l'emploi de moyens décisifs qui doivent mettre fin au conflit en détruisant les causes. Nous sommes encore et toujours contre le gouvernement, contre tous les gouvernements.

Quelle est la tactique des autres partis anti-bourgeois, ou soi-disant tels?

Les réformistes sont à la recherche du «*gouvernement meilleur*» et, s'ils y parviennent, ils réussiront à prolonger la vie du régime en tempérant ses abus; le plus probable, dans les circonstances actuelles, c'est qu'ils n'arriveront à rien et qu'ils auront tout simplement jeté le trouble dans les rangs du prolétariat et arrêté son élan révolutionnaire, au grand bénéfice de la réaction.

Mais les socialistes «*intransigeants*», que veulent-ils, eux? S'ils ne veulent pas collaborer, que vont-ils faire au Parlement?

Et les communistes?

(Non signé).

Errio MALATESTA.
